

Chers parents

Le 22 mars sera une journée de grève et d'action dans la fonction publique à l'initiative de 7 organisations syndicales, CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU, Solidaires, qui appellent tou.te.s les agent.e.s des trois versants de la Fonction publique à se faire entendre.

Après avoir confirmé le retour du jour de carence, maintenu le gel des salaires, renoncé à augmenter le pouvoir d'achat par le biais de la CSG (comme c'est le cas dans le privé), le gouvernement annonce de nouvelles mesures inquiétantes pour les services publics et les fonctionnaires : un plan de départs volontaires, la confirmation de la suppression de 120 000 postes de Fonctionnaires sur le quinquennat, l'assouplissement du statut de fonctionnaires, ou encore une rémunération individualisée.

Dans les administrations de l'État, dans les hôpitaux publics et dans les collectivités territoriales, on ne compte plus les services fonctionnant dans des conditions dramatiques, sans les moyens nécessaires – qu'ils soient humains ou budgétaires – et dans lesquels les conditions de travail sont détériorées comme jamais.

Dans l'Education Nationale, les créations de postes pour 2018 ne sont pas à la hauteur des besoins. Alors qu'il y a une baisse démographique et que cela aurait été l'occasion d'abaisser les effectifs, mesure qui a une efficacité sur la réussite des élèves, cela ne sera pas possible. La priorité sur les dédoublements des classes en éducation prioritaire, parce que les moyens nécessaires n'ont pas été prévus., se fait au détriment de tous les autres besoins et des effectifs des autres classes.

Il ne sera donc pas possible à cette rentrée de poursuivre la création de postes de maîtres supplémentaires, de continuer les efforts sur la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, d'assurer les besoins sur les remplacements et les réseaux d'aides spécialisées

L'école et plus généralement les services publics et leurs salariés que sont les fonctionnaires ne sont pas un coût mais un investissement pour l'avenir parce qu'ils permettent de construire une société plus juste et plus solidaire. La Fonction publique, qui n'est pas en France plus importante ni plus coûteuse qu'ailleurs est surtout garante de l'intérêt général au service, de valeurs communes partagées, de progrès social et de davantage de solidarité.

Autant de raisons d'être en grève tous ensemble le 22 mars pour d'autres choix que la dégradation des services publics sur tout le territoire.

L'équipe enseignante



Ardèche



Ardèche



Loi travail, privatisation des services publics, plan social dans la fonction publique, mêmes logiques, même combat !

Dans le public ...

120 000 suppressions d'emplois,
plan de départs volontaires
= abandon des missions de service public !

Rémunération au mérite
= salaire à la tête du client,
concurrence entre les agent·es

Précarité généralisée avec le recours massif aux contractuel·es
= déjà un million de contractuel·es,
c'est la voie vers la fin du statut

Comme dans le privé

Licenciement facilité, rupture conventionnelle collective
= plan social déguisé

Primauté de l'accord d'entreprise sur l'accord de branche
= inégalités de traitement entre les entreprises

Précarité généralisée avec le recours aux contrats précaires
= précarité pour les salarié·es, mais pas pour les dirigeant·es et les actionnaires !

Et encore : augmentation des cotisations, de la CSG, gel du point d'indice dans le public, etc.

Tous et toutes en grève et dans les manifestations le 22 mars !

Arrêt des attaques contre les salarié·es et les fonctionnaires !

Des services publics qui répondent aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire !

Privas : 10h devant l'hôpital
Annonay : 14h30 devant Super U
Aubenas : horaire à venir